

LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXVI.

Du Mardi 22 Décembre 1789.

LA lecture du procès-verbal de la séance du 19 a été interrompue par des réclamations très-vives de la part de M. l'abbé Mauri. Il insistoit pour qu'il fût dit dans le procès-verbal, qu'il n'avoit pas été entendu lors du second décret, dont il n'avoit pas eu connoissance, quoiqu'étant un des dix commissaires ; mais M. Dailly lui a rappelé des faits qui peuvent échapper sans doute à la mémoire la plus heureuse, & qui annonçoient que M. l'abbé Mauri avoit entendu discuter ce projet chez M. Dailly lui-même. M. de Biozat a combattu avec force la demande de M. l'abbé Mauri, & l'on a décidé, en allant aux voix, que le procès-verbal resteroit en l'état où il étoit.

M. l'évêque de Nanci a réclamé d'avance la parole sur la motion de M. Treilhard concernant les religieux ; il paroit par l'étendue de la liste qu'il y aura un grand nombre d'orateurs sur cette matière ; M. de Nancy se plaignoit de ce qu'il y en avoit très-peu d'ecclésiastiques.

M. Frereau qui présidoit encore hier, a dit qu'il venoit de recevoir par un courrier extraordinaire une lettre des représentans de la commune de Toulon qu'il a lue en ces termes :

Tome I

Q

Toulon le 15 décembre 1789.

N O S S E I G N E U R S ,

Nous nous empressons de vous envoyer un extrait du procès-verbal qui constate la sortie de MM. d'Albert, de Bonneval, de Village, de Castellet, de Broves & Broquier, du lieu de leur détention. Nous ne prévenons pas les réflexions que la lecture de cette pièce fera sur vos esprits ; & c'est avec la plus ferme confiance que nous attendons le jugement que vous porterez dans une affaire aussi majeure. Le salut de la ville & la propre sûreté de ces officiers, ont conduit impérieusement à la violation de leur liberté ; mais ils avoient eux-même déjà violé la majesté de la nation par un ordre sanguinaire de faire feu sur un peuple sans armes.

Nous sommes avec un profond respect, Nosseigneurs, vos très-humbles & très-obéissants serviteurs, le président & représentans de la commune de Toulon.

Signés, Roubaud, Maire ; Allemand, commissaire secrétaire ; Barthelemi, Mahieu, Barrallier, secrétaire suppléant ; Sinquer.

A la suite de cette lettre, étoit l'extrait des registres des délibérations des représentans de la commune de Toulon, en date des 14 & 15 décembre, qui prouve, qu'en exécution du décret de l'assemblée, & des ordres du roi qui étoient à la suite, les officiers de la marine ont reçu leur liberté avec tous les ménagemens & les besoins nécessaires à leur sûreté.

Après la lecture de ces procès-verbaux, faite par M. de Menou, M. Ricard de Ceat a proposé de témoigner à la ville de Toulon la satisfaction de l'assemblée, en ces termes :

» L'assemblée a décrété que M. le président sera chargé d'écrire à la municipalité de Toulon, que l'assemblée a reçu le procès-verbal, en date des 14 & 15 décembre ; qu'elle a été satisfaite de la manière dont les officiers municipaux & le conseil permanent se sont conduits pour l'exécution des décrets de l'assemblée nationale sanctionnés par le roi concernant l'élargissement de M. d'Albert & autres officiers.

de la marine; que ledit procès-verbal a été remis au comité des rapports chargé d'en rendre compte à l'assemblée. »

Quelques membres improuvant la motion de M. Ricard³ propofoient au contraire de se borner à excuser à la municipalité de Toulon, la simple réception de la lettre.

Une pareille forme auroit été fans doute peu digne d'une assemblée nationale ; aussi a-t-elle été unanimement rejetée , & l'on a adopté le projet de décret adopté par M. Ricard.

On a lu ensuite une lettre écrite par la garde nationale de Marseille ; M. de Vignî est monté à la tribune pour rapporter le contenu d'une lettre de M. de Caraman , & dont les détails sembloient faire croire que les jeunes gens de cette ville avoient fait une espèce d'insurrection ; mais un député noble de Marseille a annoncé des faits ultérieurs & plus certains , & qui honorent la conduite de tous les habitans de Marseille.

L'assemblée a voté en conséquence des remerciemens pour la milice nationale de cette ville.

M. le Couteux a annoncé quelques changemens fort simples dans les expressions de l'article IV du décret de samedi , sur les finances , qui ont été adoptés.

M. Regnaud en a pris occasion de dire que déjà il se répandoit des bruits dans quelques cotteries obscures & impuissantes , qui tendoient à faire croire à l'inexécution des deux derniers décrets ; il a fait en conséquence la motion suivante :

« Qu'il soit nommé des commissaires pris dans l'assemblée , au nombre de six , qui seront chargés :

» 1°. D'assister & de veiller , au nom de l'assemblée , au traité des finances qui sera fait avec la caisse d'escompte , & à l'émission de ses billets.

» 2°. De préparer un travail pour la création des assignats de 400 millions , leur mise dehors , & le mettre sous les yeux de l'assemblée , qui jugera s'il est suffisant

pour assurer l'emploi de ces assignats, & en éviter l'abus.

« Que le comité des finances présentera un plan d'organisation pour la caisse de l'extraordinaire, suivant lequel toutes dépenses arriérées, telles qu'elles soient, seront payées par ladite caisse, à commencer du premier janvier, & qu'il sera ouvert une nouvelle comptabilité au trésor public pour les dépenses & recettes de l'année 1790, sans confusion avec les années précédentes. »

M. Cafalès éloignoit cette motion par la question préalable, en disant qu'elle nuisoit à la responsabilité établie.

« Un souvenir ancien, disoit M. Barnave, rappelle à la nation les abus qui peuvent naître de l'émission d'un papier nombreux; ainsi c'est à fonder & à obtenir la confiance, & non pas à affaiblir la responsabilité, que tend la motion de M. Regnaud. Je la réduirai donc à la nomination de six commissaires chargés de surveiller la confection du papier, & les assignats que vous leur donnez. »

M. de Clermont-Tonnerre pensoit au contraire qu'il falloit déclarer n'y avoir lieu à délibérer, parce qu'il y a une distance énorme entre un ministère responsable & un qui ne l'est pas.

On est allé aux voix, & la question préalable a été admise.

Peut-être un jour paroîtra-t-il nécessaire de revenir à cette motion, pour ne pas livrer entièrement le sort de l'état ou l'empire de la confiance à des hommes qui peuvent la détruire par la simple émission d'une trop grande quantité de billets.

Les décrets constitutionnels des municipalités étant acceptés & envoyés dans tout le royaume, M. Mongin de Roquefort a cru qu'il leur manquoit encore une disposition sur le nom que porteroient les officiers municipaux.

« Les Romains avoient illustré le nom de consul; les François, selon M. Mongin, devoient s'appeler échevins. »

Cet objet a été renvoyé au comité de constitution.

Un objet plus important est venu occuper l'assemblée ; c'est l'aptitude des non-catholiques pour exercer les places municipales. En général, dans tout ce qui s'appelle administration, il faut un accord, une égalité & une soumission, sans lesquelles il n'est point de repos public à espérer. Si le législateur veut faire exécuter ses loix, il faut que les inconvéniens & les avantages en soient supportés également par tous : c'est d'après ce principe que M. Brunet de la Tuque a fait la motion suivante. Nous la consignons ici toute entière, parce qu'elle intéresse une partie des François, que des loix impolitiques avoient frappés d'une espèce d'interdiction civile.

Voici cette motion :

M E S S I E U R S ,

« L'organisation future des municipalités & des assemblées de district & de département, fait naître une question qui n'est pas difficile à résoudre, mais à laquelle la tranquillité publique demande que vous fassiez une réponse péremptoire.

Le desir d'occuper des places dans ces assemblées, anime tous les esprits ; & la facilité d'y parvenir devant être d'autant plus grande que l'on aura moins de concurrens, on s'y efforce en plusieurs lieux, d'écarter de l'élection les non-catholiques, sous le vain & faux prétexte qu'ils ne sont pas positivement nommés dans vos décrets.

Cependant, Messieurs, (plusieurs députés m'en sont témoins) il est des communautés en grand nombre, & j'en connois dans ma province, où les protestans composent la moitié, les trois quarts & presque la totalité des citoyens actifs, des contribuables, des électeurs & des éligibles ; & s'il avoit été possible qu'en ne les nommant pas positivement, vous auriez prétendu les exclure, il s'en suivroit que dans les communautés où il n'y a presque que des protestans, vous auriez entendu qu'elles seroient sans officiers municipaux & sans administration, ou que du moins ce gouvernement populaire seroit constamment exercé

dans ces lieux par les mêmes individus, espèce de privilège d'autant plus propre à indisposer les peuples, qu'ils connoissent mieux les principes de justice depuis qu'ils ont été consacrés par vos décrets.

« Ceux qui veulent exclure les protestans pour arriver plus sûrement aux places municipales & forcer les élections en demeurant seuls éligibles, allèguent pour prétexte les édits de 1681 & 1685, ces loix funestes dont la France déplore encore les sinistres effets, & que leur injustice a fait tomber en désuétude. Ils argumentent encore de l'édit de novembre 1787, qui ne permet aux non-catholiques d'occuper des places municipales, *qu'autant qu'elles n'emportent pas fonction de judicature* : il est certain Messieurs, que, suivant la lettre de ces dernières dispositions, les non-catholiques se trouvent exclus des offices municipaux dans tous les pays méridionaux de la France; car il n'est pas de ville dans cette partie du royaume où les officiers municipaux ne soient en usage & en possession d'exercer la justice politique & criminelle, ou seuls, ou concurremment avec les officiers royaux; je cite entr'autres Bordeaux, Agen, Condom, Nérac, Bazas, Marmande, & j'en pourrais citer un grand nombre d'autres: aussi, depuis, comme avant l'édit de 1787, ne voit-on aucun protestant élevé aux places municipales dans la province de Guienne; & il est indubitable qu'ils en seront exclus, & dans les élections qui vont se faire incessamment en exécution de vos décrets, parce que ceux qui sont intéressés à les éloigner, prétendent que cet article de l'édit de 1787 est encore dans toute sa force, comme tous ses autres articles, attendu que vos loix n'y ont pas dérogé expressément. Il faut l'avouer de bonne foi, messieurs, ce raisonnement a quelque chose de spécieux; mais les adversaires des protestans le regardent comme inexpugnable.

» Cependant, Messieurs, l'époque de la suppression des abus est arrivée; les droits de l'homme & du citoyen ont été retirés de dessous l'amas des fers, sous lesquels le

despotisme les avoit ensevelis ; vous les avez promulgués ; vous avez déclaré que tous les hommes naissent & demeurent libres & égaux en droits. Vous avez décrété que tous les citoyens , sans distinction de rang & de naissance , pourroient parvenir aux charges & aux emplois ; vous avez décrété que tous les citoyens qui payeroient une contribution de dix journées de travail , seroient admissibles aux assemblées municipales & de département , & vous n'avez certainement pas voulu , Messieurs , que les opinions religieuses fussent un titre d'exclusion pour quelques citoyens , & un titre d'admission pour d'autres.

» Si l'intérêt particulier ne faisoit pas méconnoître les principes souverains de la justice , ceux qui cherchent , par des motifs si blâmables à écarter les protestans , entreroient mieux , Messieurs , dans l'esprit & même dans le texte de vos décrets ; ils porteroient leurs regards sur l'assemblée nationale , en voyant siéger plusieurs protestans au milieu de vous ; ils rougiroient de vouloir exclure des fonctions secondaires de l'administration , ceux qu'eux-mêmes avoient nommés pour remplir les fonctions de la législation suprême.

» Il ne me seroit jamais venu à l'esprit , Messieurs , de vous demander la décision que je sollicite.

» Nourri de vos principes , animé de votre esprit , je n'aurois jamais pu penser qu'une classe nombreuse de citoyens utiles , que j'ai appris à estimer & à chérir , pût être exclue du droit de citoyen , & qu'on songe à les lui contester ; mais les nouvelles que j'ai reçues de ma province ont rendu ma réclamation nécessaire. Il est de votre sagesse , Messieurs , de manifester votre justice. Il est de votre dignité de faire connoître à tous , & même d'interpréter vos principes. Il est de votre prudence de prévenir l'intrigue , les prétentions anti-constitutionnelles , les animosités , les ressentimens & l'indignation. J'ai eu l'honneur de vous exposer la question avec la simplicité qui convient à des vérités aussi claires que le jour , & j'ai celui de vous proposer un décret à ce sujet. Eh ! puisque

vosre si lence est mal interprété , & même calomnié ; puisque de ce que je ne vous parle aujourd'hui que des droits à la représentation & à l'élection , on pourroit en conclure dans d'autres occasions , que les non-catholiques ne sont pas admissibles à tous les emplois , j'ai l'honneur de vous proposer , Messieurs , un décret qui n'ait plus besoin d'être interprété , & en la forme suivante :

« L'assemblée nationale décrète que les non-catholiques qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans ses précédens décrets pour être électeurs & éligibles , pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception , & qu'ils sont capables de tous les emplois civils & militaires comme les autres citoyens »

M. de Virieux a dit avec raison que les décrets sur les municipalités n'excluoient personne ; qu'ainsi les non-catholiques n'avoient point à se plaindre , & pouvoient être admis comme tous les autres citoyens ; que cependant on pouvoit encore ajouter à l'article ces mots , *dérogant , quant à ce , à toutes les autres loix & ordonnances du royaume.*

» Je viens demander , a dit M. Roederer , que l'on fasse mention d'une classe de citoyens que d'injustes préjugés dégradent. Il sera dit au moins que dans cette tribune on a réclamé pour les comédiens. Ce sont des citoyens éligibles comme les autres ; il n'y a aucune raison morale ni politique pour les exclure , & je réclame pour eux dans des circonstances où tous les préjugés doivent disparaître. »

Alors M. de Clermont-Tonnerre a proposé une rédaction qui a paru convenir à tout le monde ; la voici :

« Aucun citoyen actif réunissant les conditions d'éligibilité exigées par les précédens articles , ne pourra être écarté du tableau des citoyens , ni exclus des fonctions & emplois publics , à raison de la profession qu'il exerce , ni du culte qu'il professe.

M. Reubell a demandé si l'on entendoit y comprendre les Juifs , & un autre a demandé l'ajournement.

M. Barnave a demandé la question préalable sur l'ajournement , comme étant dénué de motifs.

On est allé aux voix, & l'ajournement a été rejeté.

M. de Clermont-Tonnerre a repris la parole : « mon opinion, a-t-il dit, est de n'exclure personne ; mais M. Reubell prétend que les Juifs ne sont pas citoyens, & cette question reste entière, puisque je ne prétends pas y comprendre ceux qui ne sont pas citoyens ; je parle des citoyens actifs ; ainsi l'on pourra traiter la question de savoir ceux qui ne le sont pas.

« Pour moi, je pense comme les Juifs eux-mêmes, a répliqué M. Reubell ; & ceux-ci ne croient pas être des citoyens ; cette question doit être traitée séparément, & c'est alors que je prouverai que les Juifs ne sont pas des citoyens français ».

On a été étonné que M. l'abbé Grégoire, qui s'est déjà déclaré leur intrépide défenseur, n'ait pas pris la parole, la discussion devant être continuée aujourd'hui ; il faut croire qu'il ne laissera pas échapper une si belle occasion de réclamer les droits de citoyen pour les trop malheureux Israélites.

La séance a été levée à deux heures & demie, parce que l'assemblée devoit se former en bureaux pour la nomination d'un président, de trois secrétaires, d'un nouveau comité des recherches & de plusieurs autres commissaires ; nous profitons de la brièveté des matières qui y ont été traitées, pour faire connoître la correspondance à laquelle l'adresse envoyée par la société de la révolution d'Angleterre, a donné lieu : c'est une leçon que la philosophie donne aux peuples, & que l'histoire doit s'empresse de recueillir.

Extrait d'un billet du docteur Price, à M. le duc de la Rochefoucault.

Stackney, près Londres, le 9 novembre.

L'adresse à l'assemblée nationale qui se trouve ci-jointe, ayant été proposée par le docteur Price, il espère que le duc de la Rochefoucault ne trouvera pas mauvais qu'il l'accompagne de quelques signes, pour l'informer qu'elle a

été adoptée avec une ardeur que l'on peut difficilement exprimer par une assemblée composée du comte Stanhope, du lord Maire de Londres, de plusieurs membres du parlement d'Angleterre, & de plus de trois cents personnes de distinction réunies, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution anglaise, pour célébrer cet événement. Si les expressions de leur admiration, si les souhaits de prospérité, qu'ils prient le duc de la Rochefoucault de présenter, pouvoient paroître une témérité de leur part, ils espèrent que l'assemblée nationale de France voudra bien excuser cette démarche, comme l'effet d'une effusion de zèle dans la cause générale de la liberté publique, qu'aucunes considérations d'inconvenance n'ont pu retenir; les représentants de France travaillent pour l'univers autant que pour eux, & le monde entier est intéressé à leurs succès.

Copie d'une lettre du lord Stanhope, à M. le duc de la Rochefoucault.

Du 6 novembre 1789.

Monsieur,

« C'est avec une grande satisfaction que j'ai l'honneur de vous envoyer deux résolutions unanimes d'une société établie en Angleterre, pour célébrer la fameuse révolution de 1688. Ces motions ont été reçues avec l'approbation la plus marquée, & des acclamations répétées. Oserai-je vous prier de la part de l'assemblée de présenter ces résolutions à l'assemblée nationale de France? Je vous prie de me croire avec le plus grand respect & sincère attachement, monsieur le duc, votre très-humble, &c. »

Signé STANHOPE.

C'est d'après ces deux lettres, que M. de la Rochefoucault avoit communiqué à l'assemblée l'adresse de la société de la révolution que nous avons insérée dans un des précédens numéros. Voici la manière dont ce membre de l'assemblée a répondu à ces deux anglais célèbres :

Paris 2 décembre 1789.

« C'étoit bien à l'illustre apôtre de la liberté, au doc-

teur Price qu'il appartenoit de proposer une motion tendante à faire à cette liberté le plus bel hommage, celui des préjugés nationaux; l'adresse de félicitation que le comte de Stanhope a fait l'honneur au duc de la Rochefoucault de lui envoyer, a été reçue de l'assemblée nationale avec de vifs applaudissemens; elle y a vu l'aurore du beau jour où deux nations, qui se sont toujours estimées malgré leurs divisions politiques, & malgré la diversité de leurs gouvernemens, contracteront une liaison intime par la similitude de leurs opinions, & par leur enthousiasme commun pour la liberté, & elle a chargé son président d'écrire au comte de Stanhope.

» Le duc de la Rochefoucault, heureux d'avoir été choisi pour cette honorable commission, en a rendu compte avec zèle à l'assemblée nationale, & lui a fait connoître les droits qu'avoit, à l'estime de la nation françoise, une société dont l'objet est aussi noble & aussi patriotique.

» Il prend la liberté de demander au docteur un exemplaire de son sermon; tout ce qui sort de sa plume est précieux. Le docteur Price voit sûrement avec satisfaction les principes de leur ami commun, M. Turgot, se propager pour le bonheur de la France & du genre-humain.»

Le duc de la Rochefoucault a l'honneur de présenter ses sincères complimens à M. Price.

L'assemblée avoit désiré qu'il fût fait mention, dans la lettre de son président à la société de la révolution d'Angleterre, du desir d'éteindre cette ancienne rivalité qui ne convient plus à des nations libres & éclairées; c'est sur ce principe que M. l'archevêque d'Aix a écrit la lettre suivante.

Copie de la lettre de M. l'archevêque d'Aix, président de l'assemblée nationale, à milord Stanhope, président de la société de la révolution d'Angleterre, en date du 5 décembre 1789.

« Il est digne, milord, d'une société célèbre & d'un peuple heureux & libre, de s'intéresser à tous les progrès du bonheur & de la liberté publique. Depuis long-temps la nation

françoise exerçoit l'empire de ses connoissances & de ses arts ; elle dirigeoit son gouvernement par ses opinions , quand elle ne se gouvernoit pas encore elle-même par ses loix. Elle poursuivoit avec ardeur des vérités utiles , & répandant chaque jour la lumière sur toutes les parties de son administration , elle sembloit entraînée comme par un mouvement universel aux changemens qui lui donnent sa consistance & sa force. Un roi que nous pouvons appeller le meilleur des hommes , & le premier des citoyens , encourageoit par ses vertus les espérances de sa nation , & maintenant un concours unanime établit une constitution durable sur les droits imprescriptibles des hommes & des citoyens.

» Il appartient sans doute à notre siècle , quand la raison s'étend avec la liberté , de faire disparoitre à jamais les haines & les rivalités nationales ; il ne faut pas que les guerres , les erreurs des gouvernemens soient l'effet des préjugés qui sont les vices des nations , & les deux peuples les plus instruits de l'Europe , doivent montrer par leur exemple que l'amour de la patrie s'accorde avec tous les sentimens de l'humanité.

» L'assemblée nationale a reconnu dans l'adresse de la révolution d'Angleterre , ces principes de bienveillance universelle qui doivent lier dans tous les pays du monde les vrais amis du bonheur & de la liberté des nations. Elle a consigné les témoignages de sa vive & profonde sensibilité , dans une délibération solennelle qu'elle me charge de vous communiquer. »

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.